

COMPARER SANS HARMONISER

Recension critique de *Éléments de common law canadienne : Comparaison avec le droit civil québécois*, 2^e édition, sous la direction de Yan Campagnolo, Louise Bélanger-Hardy et Aline Grenon (Montréal: Yvon Blais, 2024), pp 726. ISBN 9782898470844

Stéphane Sérafin

SUJET DE L'ARTICLE ET SON IMPORTANCE

Cette recension critique examine la seconde édition de l'ouvrage *Éléments de common law canadienne*. Le professeur Stéphane Sérafin y analyse la manière dont l'ouvrage présente la common law pratiquée au Canada hors Québec. L'importance de cette recension réside dans son questionnement sur le bijuridisme canadien : l'ouvrage cherche-t-il à rapprocher les deux traditions (common law et droit civil) ou à souligner leur irréductible différence? Cette recension est précieuse, puisqu'elle remet en perspective les stéréotypes classiques opposant ces deux systèmes juridiques.

ARGUMENTS CLÉS DE L'ARTICLE

Premièrement, un paradoxe fondamental est relevé : bien que l'ouvrage affiche une ambition purement descriptive (objective et neutre), son organisation trahit une approche « culturaliste ». La séparation de l'œuvre en deux volumes distincts — l'un sur la common law en français, l'autre sur le droit civil en anglais — suggère une volonté de traiter chaque tradition comme un système autonome, doté de sa propre logique interne, plutôt que de chercher à les harmoniser ou les intégrer.

En outre, le fil conducteur de la critique est la métaphore classique opposant le « jardin anglais » (la common law, perçue comme désordonnée et pragmatique) au « jardin français » (le droit civil, perçu comme ordonné et systématique). Cependant, selon l'analyse d'auteur, le contenu de l'ouvrage remet en question — et parfois même réfute — cette idée préconçue. Spécifiquement, contre l'idée de « désordre » en common law, les chapitres sur le droit des biens et le droit des fiducies révèlent que la common law possède une cohérence conceptuelle propre, loin du chaos supposé. Pour renforcer davantage ce point, l'auteur souligne comment le texte original démontre que le droit des contrats (axé sur « l'instrumentalisme », qui juge l'utilité d'une loi en fonction de sa capacité à atteindre certains objectifs politiques, sociaux ou économiques), la

responsabilité extracontractuelle (le type de droit qui régit les conflits entre parties privées en dehors des contrats) et le droit international privé confirment davantage l'image d'une common law pragmatique, évoluant au gré des solutions judiciaires plutôt que par de grands principes abstraits.

CONCLUSION ET AUTRES ÉLÉMENTS IMPORTANTS

La recension conclut que, malgré certains traits parfois exagérés, l'ouvrage a le grand mérite de valider la spécificité culturelle de la common law.

En fait, la recension critique soutient que cette approche est bénéfique : elle résiste aux pressions d'harmonisation (telles que suggérées parfois par la Cour suprême du Canada) et rappelle que la common law n'est pas simplement un droit civil « mal rangé », mais une tradition intellectuelle distincte. L'ouvrage constitue ainsi un outil essentiel pour les juristes civilistes et les étudiants francophones, leur permettant de comprendre la common law de l'intérieur plutôt que par le prisme déformant du droit civil.